

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

MARCHE PASSE EN PROCEDURE ADAPTEE

(en application de l'article R2123-1.1° du Code de la commande publique)



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

(C.C.P.)

Personne publique :

ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Conducteur d'opérations

DIRECTION D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE
DE SAINT-DENIS

Objet de l'opération

LE PORT (974) – Base Navale

Réhabilitation du mess en bureaux

Marché d'Assistance au maître d'œuvre – Etudes structure et fluides

ARTICLE I	OBJET DU MARCHÉ - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
I.1	OBJET DU MARCHÉ.....	4
I.2	INTERVENANTS.....	4
I.2.1	TITULAIRE	4
I.2.2	MAÎTRISE D'OUVRAGE	4
I.2.3	MAÎTRISE D'ŒUVRE.....	4
I.2.4	CONTRÔLE TECHNIQUE.....	4
I.3	ORDRES DE SERVICE.....	4
I.4	PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	4
I.5	VISITE DES LIEUX.....	5
ARTICLE II	CONTENU DE LA MISSION.....	5
II.1	OBJET DE LA MISSION	5
II.2	DONNÉES D'ENTRÉES	5
II.3	ÉTUDES PROJETS.....	5
II.3.1	ÉTABLISSEMENT D'UN PLAN D'AMÉNAGEMENT.....	5
II.3.2	ÉTABLISSEMENT D'UN AVANT-PROJET	6
II.4	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERS	6
ARTICLE III	PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX.....	6
III.1	REMUNÉRATION DE L'ASSISTANT AU MAÎTRE D'ŒUVRE.	6
III.2	CONTENU DES PRIX	7
III.3	LES MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES DU MARCHÉ SERONT LES SUIVANTES :.....	7
III.4	INTÉRÊTS MORATOIRES :	8
III.5	VARIATION DANS LES PRIX :	8
III.5.1	DATE D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHÉ :	8
III.5.2	CHOIX DE L'INDEX DE RÉFÉRENCE :	8
ARTICLE IV	- MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ.	9
IV.1	DÉLAIS.....	9
IV.2	PÉNALITÉS.	9
IV.3	ADMISSION DES PRESTATIONS.....	9
IV.3.1	ADMISSION DES PARTIES TECHNIQUES	9
IV.3.2	ACHÈVEMENT DE LA MISSION	9
IV.3.3	CONDITIONS DE PRÉSENTATION DES PRESTATIONS PAR L'ASSISTANT DU MAÎTRE D'ŒUVRE.....	9

ARTICLE V DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX..... 9

ARTICLE VI ANNEXES 10

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Article I OBJET DU MARCHÉ - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

I.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent cahier des clauses particulières (CCP) concerne la mission d'assistance à Maîtrise d'œuvre pour la rénovation d'un bâtiment actuel de restauration collective en bâtiment comportant 50 bureaux de travail, sur la commune du PORT à la Réunion (974).

Il est conclu entre :

- L'acheteur (représentant le directeur de DID de Saint-Denis de la Réunion),
- Et le titulaire du marché, dénommé « Assistant au maître d'œuvre (AMOE) » dans le présent CCP.

I.2 INTERVENANTS

I.2.1 Titulaire

Le titulaire du marché est désigné « Assistant au maître d'œuvre » dans les pièces du présent marché. L'assistant au maître d'œuvre (contractant unique ou chaque contractant) assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels. Il assume en particulier celles qui découlent des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792.4.1 du code civil dans les limites de la mission qui lui est confiée. Il est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par un contrat d'assurance.

Ce contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance définie aux articles L. 241-1 et L. 243-1-1 du code des assurances, ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe I de l'article A 243-1 du même code.

I.2.2 Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage de l'opération sera assurée par l'Etat – Ministère des Armées – Direction d'infrastructure de la défense de Saint-Denis (DID-SDS).

I.2.3 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par la Direction d'infrastructure de la défense de Saint-Denis et notamment par la Section Maîtrise d'Œuvre de la Division projets (DP/SMO).

I.2.4 Contrôle technique

Sans objet.

I.3 ORDRES DE SERVICE

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG PI, Lire « Maître d'œuvre » au lieu de « Acheteur »

I.4 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, l'ordre de priorité est le suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières ;

- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G./P.I.) ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci s’y réfère ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

I.5 VISITE DES LIEUX.

La visite des lieux avant la remise des offres est facultative.

Article II CONTENU DE LA MISSION

II.1 OBJET DE LA MISSION

La présente mission doit permettre la réalisation d’une consultation en appel d’offres publics par le maître d’œuvre. La mission est décomposée de la façon suivante :

- Fourniture d’études dites de projets
- Fourniture de cahiers des charges techniques propres à chaque lot pressenti

Les prestations sont scindées en deux (2) parties techniques au sens de l’article 22 du C.C.A.G./P.I.

II.2 DONNEES D’ENTREES

Les données d’entrées disponibles fournies au titulaire sont :

- Le programme infrastructure décrivant l’opération
- L’étude structurel gros œuvre établi par le bureau d’études Structur ‘OI
- Le diagnostic amiante
- Le plan de masse du site incluant les réseaux existants

Le titulaire fera une relecture complète de ces données d’entrée et fournira au MOE un rapport d’analyse succinct des principales orientations proposées pour répondre au besoin exprimé dans le programme.

II.3 ETUDES PROJETS

II.3.1 Etablissement d’un plan d’aménagement

Le titulaire représentera une proposition sur 2 niveaux d’aménagement intérieur du futur bâtiment, en respectant les liaisons fonctionnelles du programme. Cette proposition tiendra compte notamment des exigences issues de la RTAA-DOM et du code du travail (ERT).

II.3.2 Etablissement d'un avant-projet

Une fois le plan d'aménagement validé par le MOE, le titulaire établira un avant-projet. Celui-ci devra décrire l'ensemble des travaux pour parvenir à l'état final avec établissement de coût prévisionnels et de calendrier d'exécution.

Ce descriptif devra distinguer les travaux par corps d'états techniques afin de définir la conception générale de l'ouvrage.

Les études à réaliser par l'AMOE ont pour objet notamment de :

- Pré-dimensionner des réseaux plomberies/sanitaires, électricité et CVC
- Fournir les études structure avec notes de calcul, analyse, synthèse et rapport, et en particulier les préconisations de travaux portant sur le rajout d'un niveau
- Établir un coût prévisionnel des travaux décomposés par lot, sur la base d'un avant métré.

L'AMOE précisera notamment :

ETUDES STRUCTURE

- Définir les hypothèses, méthode de calculs et objectifs à atteindre pour le dimensionnement de ouvrages
- Préciser par des plans, coupes, et élévations les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux ;

ETUDES DE FLUIDES (ELECTRICITE ET CLIMATISATION)

- Définir les hypothèses de dimensionnement des installations
- Préciser par des plans le tracé filaire de tous les réseaux (y compris en vide sanitaire, plénum...) ;
- Préciser par des plans cotés de repérage au 1/50 de tous les équipements.

ETUDES ACOUSTIQUES

- Préciser par des notes de calculs les besoins pour répondre aux exigences acoustiques ;
- Proposer au Moe les solutions pour répondre aux exigences acoustiques.

II.4 CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERS

Les CCTP devront permettre au MOE d'établir le dossier de consultation des entreprises (DCE).

Les CCTP devront notamment inclure la description littérale des prescriptions techniques pour parvenir à l'état futur, ainsi qu'un dossier de plans par corps d'états techniques (respectant la chartre graphique en annexe).

Article III PRIX - REGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX

III.1 REMUNERATION DE L'ASSISTANT AU MAITRE D'ŒUVRE.

Le présent marché est un marché forfaitaire.

III.2 CONTENU DES PRIX

Les prix du marché sont hors TVA et réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations du marché y compris les déplacements, frais généraux, impôts et taxes et assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfices.

Le prix du marché est réputé tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où elles s'exécutent.

Les prix tiennent compte de l'obligation faite aux entrepreneurs et à leur personnel de se conformer aux consignes et règlements relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel les prestations sont exécutées.

En aucun cas, le prestataire ne peut arguer de l'imprécision des pièces fournies, ou d'omissions pour refuser d'exécuter dans le cadre de sa commande tout ou partie des prestations nécessaires au complet achèvement de sa mission.

III.3 LES MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES DU MARCHE SERONT LES SUIVANTES :

Dans le cadre de la modernisation de l'action publique et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des demandes de paiement, les projets de décompte seront obligatoirement dématérialisés et transmis via la solution informatique gratuite et sécurisée CHORUS PRO (<http://chorus-pro.gouv.fr>).

Chorus Pro vous apporte des gains de temps dans l'envoi, le traitement et le suivi de vos demandes de paiement. Elle permet aussi l'économie des coûts d'envoi postal et d'archivage papier. Vous bénéficiez également de nouveaux services comme le suivi en ligne de l'état de traitement des demandes de paiement émises ou la possibilité d'adresser une question via l'espace assistance dédié.

Les projets de décompte devront indiquer :

- Le montant des prestations à payer ;
- Le montant de la révision du prix à régler à l'entreprise sachant que le calcul lui appartient tout en respectant les conditions prévues à l'article 3.5 du présent document.

Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 11 du C.C.A.G/PI

L'entrepreneur adressera au maître d'œuvre les projets de décompte mensuels et le projet de décompte final en version dématérialisée via l'outil CHORUS PRO conformément aux modèles qui seront remis aux entreprises lors de la première réunion de chantier. Lors de cette réunion, le Maître d'ouvrage fixera les règles relatives au traitement des demandes de paiement via CHORUS PRO.

Le délai maximum de paiement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En complément de l'article 11 du C.C.A.G/PI, la date à laquelle la conformité de l'avancement des travaux a été constatée constitue la date de départ de paiement des acomptes, si elle est postérieure à la date de réception du projet de décompte mensuel envoyé par le titulaire.

En cas de suspension et si le délai de paiement restant à courir à compter de la fin de suspension est inférieur à 30 jours, l'ordonnateur dispose toutefois d'un nouveau délai de paiement de 30 jours.

Le point de départ du délai global de paiement du décompte général et définitif est la date de réception de ce décompte par le maître d'ouvrage.

Le délai global de paiement fixé au marché ne peut être supérieur à 30 jours.

III.4 INTERETS MORATOIRES :

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Il sera fait application des articles R.2192-10 à R.2192-37 du code de la commande publique à propos de la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

III.5 VARIATION DANS LES PRIX :

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées aux articles ci-après.

III.5.1 Date d'établissement des prix du marché :

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG/PI, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la dernière date limite de remise des offres.

Ce mois, déterminé dans l'acte d'engagement, est appelé « mois zéro ».

III.5.2 Choix de l'index de référence :

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix du marché est l'index ING (INGENIERIE)

Article IV - MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ.

IV.1 DELAIS

Les délais du marché sont les suivants :

- Etablissement du schéma fonctionnel : 3 semaines
- Etablissement des études d'avant-projet : 5 semaines
- Etablissement des CCTP : 5 semaines

Le début de rédaction des livrables est donné par ordre de service.

IV.2 PENALITES.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, le montant des pénalités par jour calendaire de retard est de 150,00 € HT. Le titulaire n'est pas exonéré d'office des pénalités quel qu'en soit le montant.

IV.3 ADMISSION DES PRESTATIONS

IV.3.1 Admission des parties techniques

Par dérogation à l'article 29 du C.C.A.G /P.I., l'admission de chacune des parties techniques définies à l'article II.1 du présent CCP ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent et qu'après que le titulaire ait rempli toutes ses obligations.

Par dérogation à l'article 29.1 du C.C.A.G /P.I., la certification de service fait de la facture vaut vérification et admission de la partie technique.

Le refus du service fait vaut rejet de la prestation, par **dérogation à l'article 29 du C.C.A.G /P.I**

IV.3.2 Achèvement de la mission

L'admission de la mission est prononcée par décision du représentant de l'acheteur, dans les conditions de l'article 29 du CCAG PI, constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

IV.3.3 Conditions de présentation des prestations par l'assistant du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre accusera réception de la remise des études en signant le bordereau d'envoi à remettre par le titulaire.

Les études sont remises par le titulaire sur les supports et aux formats suivants :

Les supports sont :	clé USB
Les formats informatiques des études sont :	Word 2016, Excel 2016, PDF, DWG pour les plans

Article V DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées aux articles suivants du présent CCP sont apportées aux articles correspondants du CCAG/PI :

- L'article I.3 du CCP déroge à l'article 3.8.1 du CCAG/PI
- L'article I.4 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG/PI

- L'article IV.2 du CCP déroge aux articles 14.1 du CCAG/PI
- L'article IV.3.1 du CCP déroge à l'article 29 du CCAG/PI

Article VI ANNEXES

- Programme (Programme BN-Bureaux sans finances.pdf)
- Etude structurel gros œuvre (DIAG structure et 24RE0039 – LE PORT 974 – BN BAT 002 NESS – Reconnaissance et étude structurelle)
- Diagnostic amiante (974407501P_002_AMT_RAT-01082024.pdf)
- Plan de masse du site (Masse-futur.pdf)
- Charte graphique du SID (Cahier des Normes Graphiques du SID-EXPLEXTERNE26-01-2023)